

ENVIRONNEMENT

# Concertation et prévention pour éviter les coulées de boue

Après les coulées de boue survenues mi-juin dans le Laonnois, élus et monde agricole veulent mettre en place un guide de bonnes pratiques pour que cela n'arrive plus.

LES FAITS

- ▶ Mi-juin, en une semaine, de gros orages ont provoqué plusieurs coulées de boue et des inondations.
- ▶ Des routes, des maisons, des zones industrielles ont été touchées par ce phénomène.
- ▶ Dans le Laonnois, les communes de Monceau-le-Waast, Faucoucourt, Lizy, Vauxaillon ou encore Parfondru ont enregistré des dégâts.
- ▶ Des mesures de prévention et de bonne conduite pourraient être mises en place.



Monceau-le-Waast a été l'une des communes les plus touchées par les coulées de boue du mois de juin. Archives 1-44 Champagne

« Les nouvelles règles devront être du gagnant-gagnant pour les différents acteurs »  
Pierre-Jean Verzelen

commune ayant eu des coulées, pour que soient mises en place certaines pratiques. Prouver qu'avec certaines règles cela peut fonctionner. Ce problème reviendra quoiqu'il arrive. Nous devons nous y préparer. Il faut pour cela que ce soit du gagnant-gagnant entre les élus, les agriculteurs et les habitants », ajoute Pierre-Jean Verzelen.

Pour un autre élu départemental soissonnais, la prévention pourrait être l'une des solutions. « Je constate que la prévention limite de 20 à 30% les dommages. Les communes devraient penser à engager des travaux d'aménagement préventif. Cela permettrait certainement d'éviter quelques soucis », précise Pascal Tordeux. Sa collègue laonnoise et écologiste Brigitte Fournié-Turquin estime que chacun doit avoir de la mémoire. « Les coulées de boues c'est un ensemble de facteurs. Il y a des phénomènes naturels et géographiques, mais il y a aussi l'homme qui pendant un temps se sentait tout puissant face à la nature. Pour éviter ou prévenir les coulées de boue, une unique solution n'est pas applicable partout. S'il y a certes le remboursement et l'arrachage des haies qui ont modifié le paysage et l'écoulement de l'eau, l'urbanisation est aussi responsable. Lorsqu'un projet est pensé, les contraintes sur l'eau peuvent apparaître comme une gêne mais si cela permet d'éviter une catastrophe et des dégâts ensuite, nous ne pouvons pas laisser de côté la prévention. » Les rencontres entre les différents acteurs du secteur devraient débiter à l'automne.

SAMUEL PARGNEAUX

Plusieurs dossiers de reconnaissance de catastrophe naturelle déposés par les municipalités, des routes endommagées, des riverains désespérés. C'est le résultat des coulées de boue qui ont été recensées il y a un peu plus d'un mois dans le Laonnois. À la suite de ce phénomène météorologique, et des dégâts causés, les élus, notamment du Département, ont souhaité se saisir du problème. Pour le président du conseil départemental, il ne s'agit pas de pointer du doigt le monde agricole. « Chacun doit prendre sa part. N'oublions pas que le réchauffement climatique et l'urbanisation croissante sont aussi en cause. Nous ne pouvons pas stigmatiser une profession en particulier », a rappelé Nicolas Fricoteaux. Son vice-président Pierre-Jean Verzelen a commencé les échanges avec la chambre d'agriculture. « J'ai rencontré la chambre d'agriculture et le sujet est arrivé sur la table. » L'élu va proposer qu'un territoire pilote soit un lieu d'expérimentation en matière de prévention des coulées de boue. « Il s'agit de trouver une

## Des communes contraintes financièrement

Plusieurs villages du Laonnois ont été touchés par les coulées de boue du mois de juin. C'est le cas de Faucoucourt. Le maire Philippe Carlier a vu partir des morceaux de route. « Nous avons déjà eu des coulées, mais pas comme celles d'il y a un mois. Devant la mairie, j'ai une partie du goudron qui a sauté et il a fallu sécuriser la route qui conduit à Lizy. C'était assez dangereux car là, c'est carrément une partie de la chaussée qui a été emportée. Les travaux d'urgence ont été réalisés, d'autres aménagements sont prévus, mais nous en sommes à l'administratif pour l'instant. » Le premier magistrat ne cache pas son souci de faire au mieux avec un budget de plus en plus serré. « Je suis d'accord d'attendre pour que cela n'arrive plus ou presque plus, mais encore faut-il avoir les finances. Nous avons sollicité le Département pour une aide. Nous verrons. »



À Faucoucourt, sur la route départementale, c'est une partie du bitume qui a sauté.

▲ SANTÉ

# Un projet global pour les trois hôpitaux thiérachiens

Jean-Yves Grall, le directeur de l'Agence régionale de santé (ARS) des Hauts-de-France, était en visite à l'hôpital d'Hirson hier.

**P**our comprendre le fonctionnement de chacun des hôpitaux de son secteur, le directeur de l'Agence régionale de santé (ARS) des Hauts-de-France, Jean-Yves Grall, en poste depuis sept mois, se rend sur le terrain. Hier, il était pour la première fois en visite au centre hospitalier d'Hirson. Au programme, réunion de travail, visite de l'établissement et rencontre avec les syndicats.

« Le soutien à l'hôpital est prospectif, ce n'est pas pour le sauver »

Jean-Yves Grall, directeur de l'ARS

S'il a décrit Hirson comme « un indispensable pôle de santé de proximité, vis-à-vis d'une population en difficulté, avec une précarité importante et des indicateurs de santé mauvais », l'objet des discussions du jour allait au-delà de ce seul centre hospitalier. Le directeur régional souhaitait avant tout apporter son soutien pour « bâtir un projet médical concerté », expliquait-il, entre les trois hôpitaux thiérachiens : au Nouvion-en-Thiérache, à Vervins et à Hirson.

Le directeur du centre hospita-



Le directeur de l'Agence régionale de santé des Hauts-de-France, Jean-Yves Grall, en costume à gauche, en visite aux urgences.

lier d'Hirson, Patrick Trépant, sera officiellement nommé à la tête du pôle HI-NO-VE, formé par ces trois établissements, le 1<sup>er</sup> septembre. « La mutualisation est déjà en cours », assure celui-ci. Tout comme le projet global, en pleine élaboration, qui permettra d'organiser et de répartir les services. « Le soutien à l'hôpital est prospectif, ce n'est pas pour le sauver. Il

n'en a pas besoin », précise Jean-Yves Grall. Des premiers financements devraient arriver d'ici la fin de l'année, « afin de passer un cap dans ses projets », reprend le directeur de l'ARS. Ils pourraient notamment concerner des besoins en imagerie et la mise en place de la télémédecine, en réseau avec le reste du groupement hospitalier du territoire Aisne

Nord-Haute-Somme, dont Saint-Quentin est la tête, et en collaboration transfrontalière avec l'hôpital de Chimay. Une réflexion est aussi engagée sur le pôle gériatrie, selon Jean-Jacques Thomas, le maire d'Hirson, qui se réjouit d'avoir « pour la première fois une vision globale sur toute la Thiérache ».

CLAIRE MARTIN-DELOZANNE

## ÉDUCATION

# Une formation sport mécanique à l'étude, en lien avec le circuit Palmer

À la rentrée, un projet de filière post-bac en sport mécanique au centre de formation des apprentis va être étudié en lien avec l'ouverture du circuit Palmer.

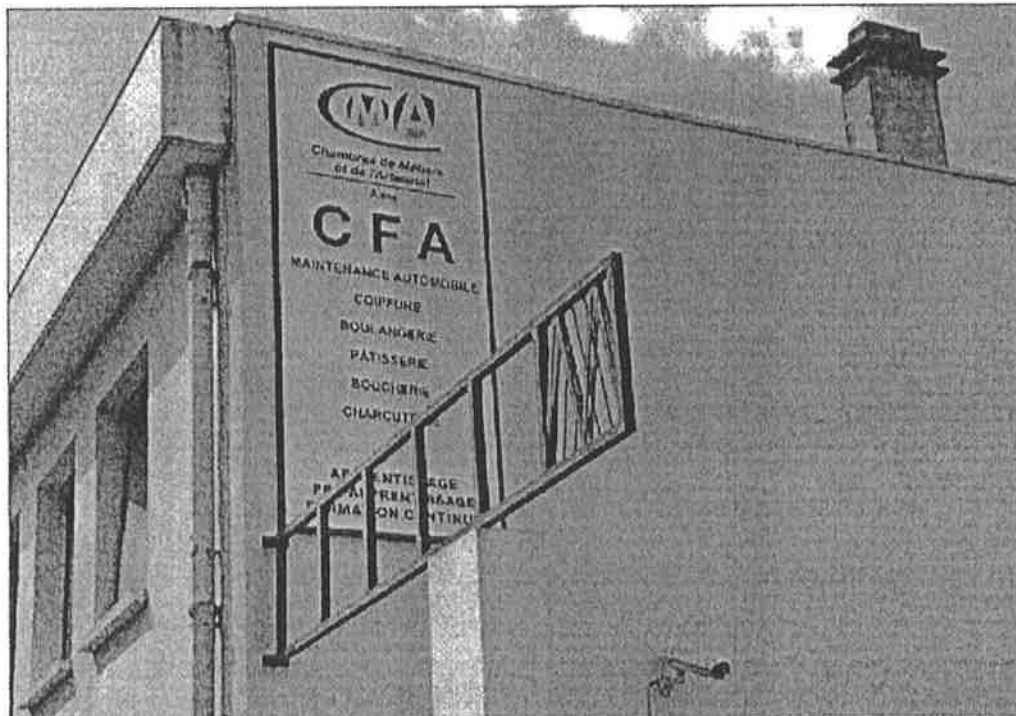
## LES FAITS

► En 2016, Jonathan Palmer est devenu propriétaire de l'ancienne base militaire de Laon-Couvron.

► Le Britannique entend y implanter un circuit automobile qui devrait ouvrir ses portes en 2018.

► En lien avec un cabinet d'études, un représentant de l'investisseur passe une semaine sur deux en France pour travailler le projet.

► Des recrutements seraient en cours pour le nettoyage du site, à terme environ 100 emplois sont annoncés.



Le CFA de Laon devrait étudier et superviser cette formation pour la rentrée 2017.

Il n'en est qu'à ses balbutiements, mais ce n'est pas pour autant un projet en l'air. La mise en place d'une formation en sport automobile, en lien avec le circuit Palmer, sera bel et bien évoquée dès la rentrée. Divers acteurs du dossier se réuniront en groupe de travail pour réfléchir aux projets qui pourraient se greffer à l'ouverture du circuit, prévue en 2018 sur l'ancienne base militaire Couvron-Laon. Des pistes de travail qui touchent aux domaines du tourisme et de l'économie, mais aussi à la formation. En l'occurrence, il s'agit d'une formation post-bac qui serait dispensée en partenariat avec le centre de formation des apprentis (CFA) à Laon. « Nous avons émis cette hypothèse car l'idée c'est de profiter de cette dynamique pour tout le territoire, explique Franck Billiez, directeur de la chambre des

métiers et de l'artisanat qui chapeaute les CFA axonals. Cela nous permettrait aussi d'augmenter nos effectifs en proposant des bacs +2 voire +5 puisque des titres d'ingénieurs peuvent être délivrés dans ce domaine. » En mécanique, la promotion 2016 du CFA compte 55 élèves, pour qui il n'existe aucune poursuite de formation sur place une fois leur bac en poche.

### La Région suit le dossier

Le timing serait également idéal, car l'établissement va entamer un programme de travaux sans pré-

cédent. Parmi les rénovations et constructions prévues, celle de l'atelier mécanique qui va faire peau neuve et bénéficier d'un équipement dernier cri. Toutefois, personne ne peut s'engager à savoir si la formation sera dispensée dans les nouveaux locaux, fonctionnels sans doute à l'automne 2017, ou sur le circuit.

Pour l'heure, la Région, pilote du plan des formations, dit suivre avec intérêt cette initiative. Christophe Coulon, vice-président en charge de la ruralité dans les Hauts-de-France, prévient : « On

n'est qu'au stade pré-opérationnel. Des recrutements sont en cours d'étude pour septembre, nous avons besoin d'être plus avancés mais le projet est sérieux et nous sommes preneurs. »

C'est en effet sur le volet emploi qu'est particulièrement attendu l'investisseur britannique. Les opposants au circuit ayant déjà pointé du doigt que le recrutement pour les postes les plus qualifiés ne se ferait pas au profit des Axonais, dont les profils ne correspondaient pas. Voilà qui pourrait les rassurer.

MANESSA TERRIEN

FÈRE-EN-TARDENOIS

# Une émouvante commémoration à la ferme de la Croix Rouge

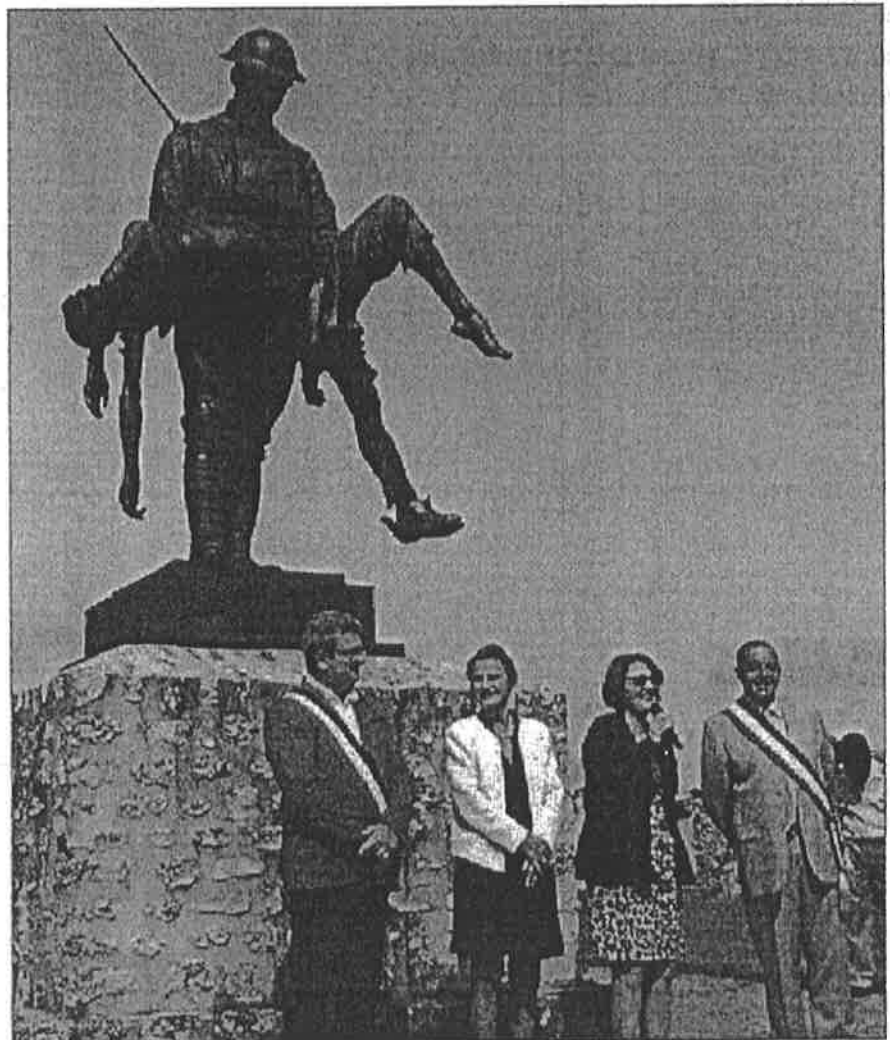
Français et Américains ont célébré le 98<sup>e</sup> anniversaire du terrible assaut à la baïonnette. L'occasion d'annoncer les cérémonies du centenaire.

**M**algré que nous soyons un jour de semaine, ce sont près d'une centaine de personnes qui se sont retrouvées pour commémorer les 162 soldats américains qui ont laissé leur vie, lors de l'assaut, de la ferme de la Croix Rouge le 26 juillet 1918 (les Américains se sont engagés en 1917 dans la Grande Guerre). Nombreux ont été les soldats américains morts lors des combats dans le sud de l'Aisne, plus de 6 000, comme le rappelle Ryan Blum l'intendant par intérim du mémorial de Seringes-et-Nesles (un nouvel intendant arrivera courant septembre).

Jean-Paul Roseleux et Didier Fernandès respectivement maire de Fère-en-Tardenois et de Seringes-et-Nesle se sont associés pour souligner l'intensité des combats et la bravoure des soldats américains. Ils venaient d'arriver sur le territoire français et se retrouvaient face à des Allemands aguerris par quatre années de combats qu'ils ont combattu avec leur seule baïonnette. « Une des rares occasions où l'usage de la baïonnette fut prévalent », comme l'indiquait le général Douglas MacArthur dans son ouvrage de souvenirs.

## Une copie du monument aux États-Unis

Monique Brouillet-Seefried, commissaire américaine à la Commission du centenaire de la première guerre mondiale et Caroline Gorse-Combalat, attachée culturel de l'ambassade des États-Unis étaient également présentes. Monique Brouillet-Seefried a rappelé les faits d'armes de ces combats et a souligné l'intérêt que les habitants accordaient au souvenir de cette bataille. Elle a pu annoncer que les commémorations du centenaire de cette bataille revêtiront un aspect tout parti-



Les autorités françaises et américaines côte à côte.

culier, avec un point d'orgue le 28 juillet 2018 où seront présents les porte-drapeaux des 26 états américains et du district de Columbia que constituaient la division Arc en ciel imaginée et mise en œuvre par le général Mc Arthur. L'association Mémoire de la Grande Guerre prévoit également à cette occasion des reconstitutions importantes pendant plusieurs jours. La commissaire américaine annonce également qu'une copie de ce mémorial réalisé

par le sculpteur James Butler RA, artiste britannique, membre de l'Académie royale d'art de Londres, sera installée prochainement à l'ancienne gare d'Alabama, lieu d'où sont partis les soldats américains. Les représentants des États-Unis ont souligné l'importance des soldats américains de s'engager dans la guerre afin de défendre les valeurs qui ont prévalu à la création des États-Unis.

De notre correspondant DANIEL OBERLÉ

# Site essentiel du tourisme de la grande région

Le nouveau président du comité régional des Hauts-de-France, Frédéric Leturque, a visité trois sites touristiques de l'Aisne, dont les caves Pannier.

**E**n moins de six jours, le nouveau président des comités régionaux de tourisme (CRT) de Picardie et du Nord-Pas-de-Calais - aujourd'hui réunis sous les Hauts-de-France - aura parcouru en long en large et en travers la nouvelle grande région pour y découvrir les « sites essentiels ».

Frédéric Leturque qui a été chargé par Xavier Bertrand, le président de région, de l'écriture « de la nouvelle feuille de route du tourisme pour les deux anciennes régions administratives », a passé une journée dans l'Aisne. Au programme : Saint-Quentin, le château de Fère-en-Tardenois et les caves Pannier à Château-Thierry. La visite a pris beaucoup de retard en terre féroise avec la découverte non prévue des habitations insolites au Nid des Bruyères. C'est avec près d'une heure de retard, que le président du CRT est arrivé à la Maison de champagne Pannier, à Château-Thierry. Le programme prévu par Laure Cuilbé a été réduit à la visite de caves médiévales et à la dégustation

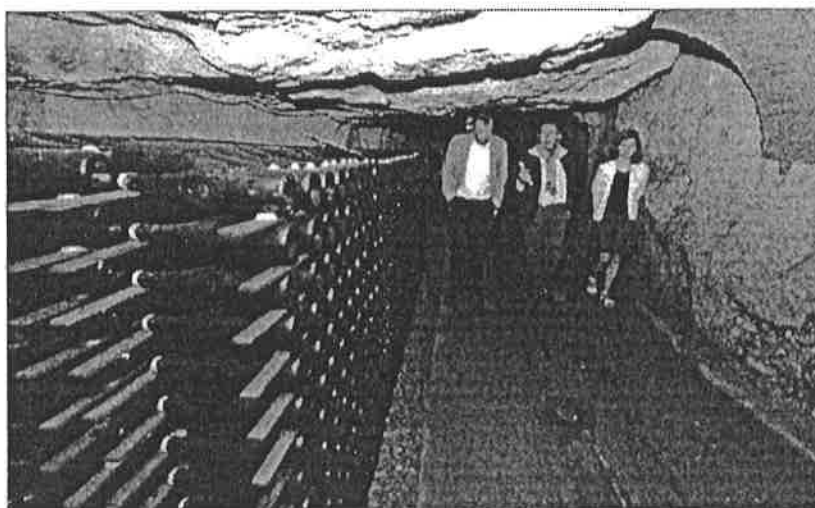
de quelques cuvées en présence de Patrick Gratiot président de la Covama Pannier et le chef de cave Philippe Dupuis. Celui qui dévoilera les grandes lignes de la stratégie touristique régionale en décembre, a découvert que le sud de l'Aisne représentait « 10% de la production de champagne ». Une donnée que le maire d'Arras ne pouvait appréhender qu'en venant sur le terrain au contact des acteurs du territoire. « C'est un point fort de la région dont il faudra profiter. L'esprit coopératif de la maison de Champagne correspond aussi assez bien aux valeurs humaines de la région », analysait-il avant de reprendre la route pour Fontaine-Chaalis dans l'Oise.

Frédéric Leturque, accompagné de Jean-Philippe Gold (directeur du CRT de Picardie), a promis de revenir en terre axonaise pour cette fois aller à la rencontre des élus. « Le tourisme est une économie d'avenir pour le territoire. La conscience est là, il faut maintenant travailler ensemble. »

ISABEL DA SILVA



La visite de la Maison de champagne s'est terminée par une dégustation.



Le Champagne Pannier compte près de 2 kilomètres de caves médiévales où vieillissent de nombreuses cuvées de prestige.



Le conseiller régional Dominique Moyse (à gauche) était présent pour la visite.



Le chef de caves en pleine explications.



Philippe Dupuis, chef de caves, a détaillé les différentes phases de fabrication.

**POLITIQUE**

# Nicolas Sarkozy bat la campagne

Hier, le président des Républicains était dans l'Oise. Avec des accents de candidat à L'Élysée, Nicolas Sarkozy a participé à deux tables rondes sur la sécurité et l'agriculture.

Cela s'appelle labourer le terrain. Hier, Nicolas Sarkozy était dans l'Oise. Le président des Républicains poursuit ses déplacements au contact des Français, à chaque fois selon une thématique précise. En Picardie, la ruralité était à l'ordre du jour. « Un thème fort pour lui », confie son entourage. De fait, lors de la table ronde en milieu d'après-midi avec des représentants du monde agricole à Avriigny, il glisse : « Ce n'est pas parce que vous n'êtes pas sous les feux de l'actualité qu'il ne faut pas s'intéresser à vous. » Une cajolerie révélant la dynamique de Nicolas Sarkozy lors de tels déplacements. Il a le ton et le propos d'un chef de parti engagé dans un travail de fond, en vue de l'élection présidentielle. Comment en douter lorsqu'il lance tout de go aux mêmes agriculteurs : « Dans le projet de loi de finances de juillet 2017, je souhaite une baisse structurelle des charges, que j'évalue aux alentours de 34 milliards d'euros, avec la transformation du CICE (NDLR : Crédi d'Emploi) auquel personne ne comprend rien. Le ton monte d'un cran pour carrément devenir celui d'un chef d'État en exercice lorsqu'il distille son annonce phare en direction d'un secteur en butte aux aléas de revenus : je souhaite pour vous la possibilité de lier bénéfices et déficits sur cinq ans. Ce



Nicolas Sarkozy était hier avec ses « amis de l'Oise », dont le président du Département Edouard Courtial. Fred DOUCHET

n'est pas une promesse, je le dis parce que j'y crois. Et si j'y crois, je le fais. »

**Sécurité en zone rurale**

Posture présidentielle à nouveau, lorsque Nicolas Sarkozy réclame une révision de la Constitution. Ou qu'il qualifie l'agriculture « d'industrie majeure et de pointe ». Au surplus, il connaît le sujet, l'aime et ça se sent. Pour les agriculteurs venus lui parler, sa parole est bienvenue en des temps de

difficultés majeures. « Une oreille qui se tend vers nous, ça nous va. Parce que maintenant, il va falloir plus que des paiements », commente à l'issue Guillaume Chartier, président de la FDSEA Oise. Un peu plus tôt, le patron des Républicains joue d'ailleurs sur du velours lorsqu'il tacle le ministre de l'Agriculture : « Je ne suis pas comme ce pauvre Le Foll qui dit que l'avenir de l'agriculture c'est la vente à la ferme ». Plus tôt le matin, un autre ministre essuie lui

aussi quelques tirs d'artillerie. En l'occurrence, le Gard des Sceaux Jean-Jacques Urvoas. « Il ferait mieux de s'occuper de son travail, plutôt que de faire de la petite politique ». Une réflexion intervenue lors d'une table ronde sur la vidéosurveillance. Autour de Nicolas Sarkozy à ce moment-là, une dizaine de maires de l'Oise, le député Mancel et le président du Conseil départemental Edouard Courtial. Ce dernier présentait le plan d'aide à l'installation de ca-

« Je ne suis pas comme ce pauvre Le Foll qui dit que l'avenir de l'agriculture c'est la vente à la ferme »  
Nicolas Sarkozy

mères en zone rurale qu'il a initié. « Un outil de lutte contre l'insécurité qui n'est pas le seul. Il faut aussi une réforme pénale. » Un autre missile adressé à la majorité gouvernementale. Et plus encore, à l'action de l'ex-ministre de la Justice, Christiane Taubira.

Par ailleurs, Nicolas Sarkozy a plaidé pour l'instauration rapide de centres de déradicalisation. « Ils se feront. La question est de savoir si on attend encore. » Enfin, il s'est ouvert de l'idée d'attribuer aux maires « un pouvoir d'interdiction de séjour » dans les communes. Un extrait de programme en somme. Les candidats à la primaire des Républicains sont définitivement prévenus : Nicolas Sarkozy est déjà dans le match d'après.

FREDÉRIC PETRONIO

En vidéo sur [www.lesoirspicardie.com](http://www.lesoirspicardie.com)

# La Fibre optique débarque en Thiérache une volonté de progrès pour l'avenir

Notre belle Thiérache, ses vastes étendues verdoyantes et agricoles, son patois si singulier, sa gastronomie si appréciée se tourne vers l'avenir de la communication avec l'installation de la fibre optique. La communauté des Trois Rivières s'inscrit dans la pointe du progrès en obtenant la signature d'un pacte fiscal et financier pour assurer le déploiement de la fibre optique sur l'ensemble de son territoire dès 2017, c'est-à-dire demain.

## Qu'est ce que la fibre optique ?

Concrètement, la fibre optique est un long fil de verre ou de plastique capable de conduire la lumière et ainsi d'apporter des débits très importants de données informatiques. Les fils seront pour la plupart aériens, cela évitera de défigurer les trottoirs de nos communes.

Pour nous, consommateurs, le principe est simple : il suffit de prendre un nouvel abonnement chez un fournisseur d'accès très haut débit. Le raccordement jusqu'à chez vous s'opérera par l'Union des Secteurs d'Énergie du Département de l'Aisne.

## Quel changement pour nous ?

Pour les foyers de particuliers, l'innovation résidera dans la rapidité d'action car la fibre va permettre de rendre les échanges virtuels instantanés. Bientôt, il ne sera plus nécessaire de se déplacer pour se rendre au travail, certaines professions pourront faire ce qu'on appelle du « télétravail ». La loi l'autorise depuis 2012 mais sur le terrain rural, ce dispositif n'est pas vraiment applicable à cause de notre débit insuffisant. Dès demain, la fibre va révolutionner les relations de tra-

vail.

Au quotidien, vous pourrez à la fois regarder la télévision, effectuer une recherche sur internet, sur votre tablette et télécharger une vidéo sur votre ordinateur sans subir de ralentissements.

## Qui décide de son installation ?

En théorie, chaque commune doit accepter ou non l'installation de la fibre optique. L'investissement financier paraît trop important pour certaines petites collectivités, c'est pourquoi le choix de l'union a été préféré. En pratique, le pays des Trois Rivières se constitue en une communauté pour prendre les décisions. Le 29 juin dernier, les accords de Besmont ont été signés, ils permettent d'effectuer des économies en mutualisant les dépenses avec la constitution d'une caisse commune de 3,8 millions d'euros. Pour le reste, l'État, l'Europe, la Région financeront jusqu'à parvenir aux 9 millions d'euros nécessaires. Un partenariat a d'ailleurs été conclu mercredi 27 juillet à Laon entre l'USEDA, la SICAE de l'Aisne et la délégation de service public AISNE THD.

## Les ambitions de la Région

L'arrivée de la fibre sur le territoire de l'Aisne est synonyme de

Alors ce vent de modernité est-il synonyme de bouleversement ou alors au contraire va-t-il nous simplifier le quotidien ?

En principe, la fibre permet un accès internet de très haut débit, elle permet de réduire les temps de téléchargements et d'accès à l'information. À l'heure du « tout numérique », il semble intelligent de s'adapter et d'accompagner notre région dans cette avancée technologique.

changement : un accès à internet pour tous et la fin de ce qu'on appelle « la fracture numérique » qui résume bien les inégalités d'accès aux nouvelles technologies bien réelles entre les zones urbaines et rurales.

L'objectif est clair, rendre notre région plus attractive et donc plus compétitive. Cette innovation pourrait créer de l'emploi en suscitant les entrepreneurs à s'installer sur notre territoire.

La fibre pour tous est, quant à elle, prévue d'ici 2025.

## Un impact positif

L'impact de cette nouvelle technologie apparaît positif car dans un premier temps, il a permis de fédérer les ambitions locales en une communauté décisionnaire et ambitieuse.

Le volet de l'accès illimité pour chacun s'inscrit dans une dynamique contemporaine d'égalité des chances.

Enfin, notre goût pour l'innovation permettra peut-être de faire connaître notre riche région, sa culture de l'effort, du travail accompli, aux éventuels investisseurs qui auront fini de voir dans l'Aisne seulement un taux élevé du chômage et des déserts médicaux.

Vivre la fibre, vive la Communauté des 3 Rivières, vive l'Aisne !

Eléonore DUFRENOIS

## Yves DAUDIGNY des interventions au Sénat

Le sénateur de l'Aisne Yves Daudigny figure parmi les élus les plus présents au Sénat et il intervient à maintes reprises.

### **Groupements d'employeurs. -**

Après avoir salué la création du compte personnel d'activité qu'il juge «une avancée sociale importante», Yves Daudigny s'est réjoui de voir adopté à l'unanimité l'amendement destiné à promouvoir la création et faciliter le fonctionnement des «groupements d'employeurs». Cet amendement qu'il a lui-même présenté et défendu sera «une structure de mutualisation, de solidarité et de maillage des territoires» a-t-il conclu.

### **Politique du médicament. -**

Face au retour de l'innovation médicamenteuse, la commission des affaires sociales du Sénat avait chargé Yves Daudigny et son collègue Gilbert Barbier (Jura) d'élaborer des propositions pour répondre à cette nouvelle problématique. Elles ont formulé douze préconisations à propos du système d'évaluation, d'admission au remboursement et de fixation des prix.

### **Parrainage civil. -**

Le Sénat avait adopté le 21 mai dernier la proposition de loi présentée par Yves Daudigny portant légalisation du parrainage civil. L'Assemblée nationale a intégralement repris ce projet de loi, voulant que cette cérémonie «favorise le sentiment d'appartenance à la communauté citoyenne et renforce les liens sociaux et familiaux».